

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... le classement Transparency international sur l'indice de perception de la corruption en 2020

Chaque année, l'indice de Transparency international (IPC) classe 180 pays selon **les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public**, sur la base d'appréciations d'experts et de personnalités d'affaires. L'indice utilise **une échelle allant de 0 à 100, où 0 correspond à un niveau de corruption élevé**. Dans ce nouveau rapport publié le 28 janvier 2021, l'organisation non-gouvernementale s'alarme de l'impact de la crise sanitaire sur l'évolution de la corruption dans le monde et rappelle **les différentes formes que peut prendre la corruption dans le secteur de la santé** : surfacturation des soins, attribution de marchés publics dans l'urgence, corruption pour l'obtention de tests de dépistage, manque de transparence budgétaire sur l'utilisation des fonds dédiés à la lutte contre la COVID-19... Comme l'année dernière, plus des **deux tiers des pays (121 au total) obtiennent un score inférieur à 50** et le score moyen s'établit à 43/100. La plupart des pays n'ont montré que peu ou pas de signes d'amélioration dans la lutte contre la corruption en presque une décennie – la publication de l'IPC par Transparency international ayant été initiée en 2012.

❖ **L'Afrique subsaharienne est la région du monde où la corruption perçue est la plus élevée**

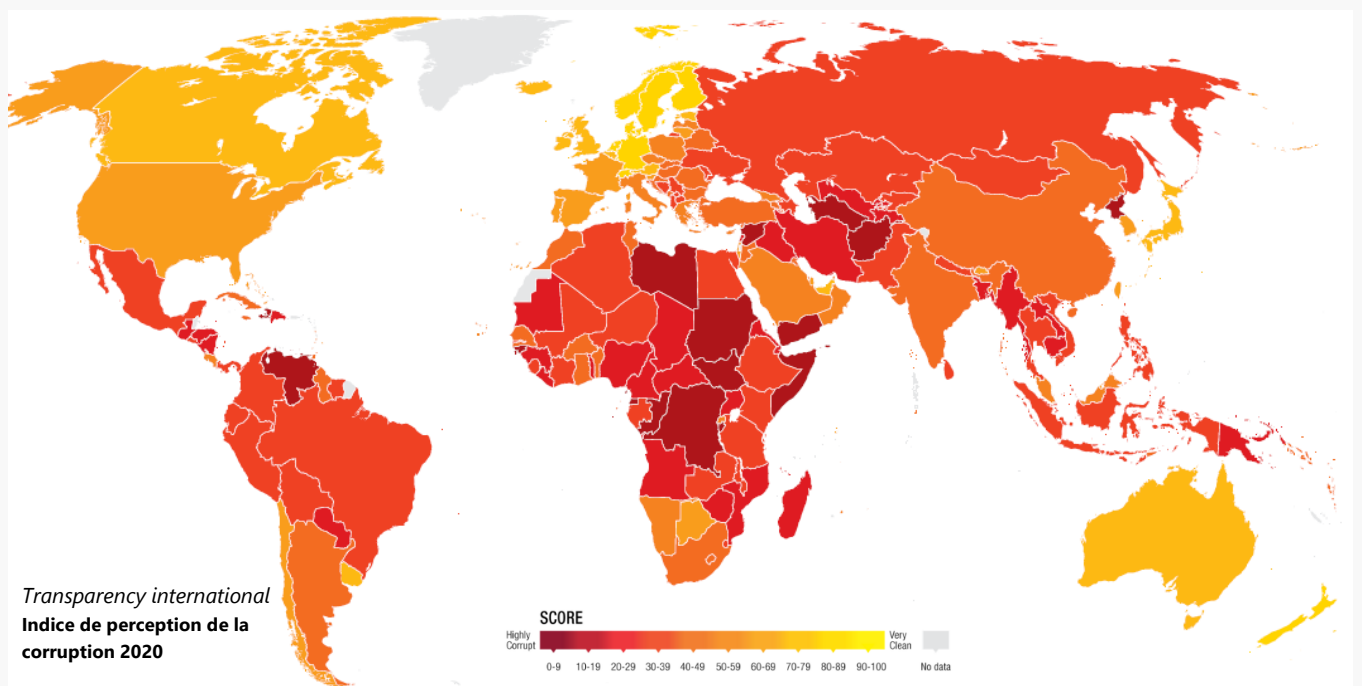
Avec une moyenne à 32/100 – au même niveau que les deux années précédentes, l'Afrique subsaharienne est la région dont le score est le plus faible. La Somalie (12/100)

arrive en queue du classement mondial, tandis que **les Seychelles (66/100) constituent le pays africain dont le score est le plus élevé** et occupent la 27^{ème} place du classement. Selon le rapport, dans toute la région, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence **les lacunes structurelles des systèmes nationaux de santé**, parfois liées au **détournement de fonds d'investissements publics** indispensables à la mise en place d'un accès au soin efficace.

❖ **Les pays d'Afrique de l'Ouest ont connu des évolutions irrégulières et contrastées depuis 2012**

En Afrique de l'Ouest, **le Cap-Vert (58/100, à la 41^{ème} place) est le seul pays dont le score est supérieur à 50**, au même niveau qu'en 2019, mais en baisse de deux points par rapport à 2012. Outre le Cap-Vert, les scores des autres pays de la sous-région, qui demeurent bas, ont connu des évolutions irrégulières et contrastées.

Si **le Sénégal (45/100, +9 points par rapport à 2012)** et **la Côte d'Ivoire (36/100, +7 points par rapport à 2012)** enregistrent les hausses de score les plus importantes de la région depuis le lancement de la publication de ce classement, **le score du Sénégal est demeuré identique**, tandis que celui de la Côte d'Ivoire n'a progressé que de deux points. Sur la même période, le **Libéria (28/100)** et la **Guinée-Bissau (18/100)**, **derniers pays du classement en Afrique de l'Ouest**, ont connu les baisses les plus importantes de la région, de -13 et -6 points respectivement. Dans l'ensemble, **7 pays sur les 14 étudiés ont vu leur score diminuer** par rapport



à 2012, date de lancement du classement (Cap-Vert, Niger, le Togo, le Mali, le Libéria, Mauritanie et Guinée-Bissau), tandis que **les 7 autres ont progressé** (Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Gambie, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, et Guinée). La Gambie et le Bénin ont enregistré pour leur part les hausses les plus spectaculaires de ces dernières années, en gagnant respectivement 11 et 5 points depuis 2016.

Cette année, **4 pays de la région ont vu leur score progresser d'un point** : la Côte d'Ivoire, le Mali (en dépit d'un coup d'Etat militaire en août 2020), la Mauritanie et la Guinée-Bissau. La Guinée a reculé d'un point, tandis que les autres pays n'ont pas connu de changement dans leur score.

Pays	Rang 2020 (/180)	Score 2020	Rang 2019 (/180)	Score 2019	Score 2016	Score 2012	Changement du score		
							2019-2020	2016-2020	2012-2020
Cap-Vert	41	58	41	58	59	60	0	-1	-2
Sénégal	67	45	66	45	45	36	0	0	9
Bénin	83	41	80	41	36	36	0	5	5
Burkina Faso	86	40	85	40	42	38	0	-2	2
Gambie	102	37	96	37	26	34	0	11	3
Côte d'Ivoire	104	36	106	35	34	29	1	2	7
Sierra Leone	117	33	119	33	30	31	0	3	2
Niger	123	32	120	32	35	33	0	-3	-1
Mali	129	30	130	29	32	30	1	-2	-4
Mauritanie	134	29	137	28	27	34	1	2	-2
Togo	134	29	130	29	32	24	0	-3	-1
Guinée	137	28	130	29	27	41	-1	1	4
Libéria	137	28	137	28	37	31	0	-9	-13
Guinée Bissau	165	19	168	18	16	25	1	3	-6

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Les émissions par adjudication de titres publics sur le marché de l'UEMOA devraient atteindre 5 333 Mds FCFA en 2021

Selon l'agence UMOA-Titres, [le volume global prévisionnel des émissions de titres publics par adjudication au titre de l'année 2021 s'élève à 5 333 Mds FCFA](#) (8,1 Mds EUR), contre 8 814,6 Mds FCFA (13,4 Mds EUR) réalisés en 2020, dont 5 667,1 Mds FCFA (8,6 Mds EUR) hors bons COVID. Les émissions en 2021 sont réparties selon les instruments comme suit : 1 565 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) de bons du Trésor et 3 768 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) d'obligations du Trésor. La Côte d'Ivoire, suivie du Burkina Faso et du Sénégal, seraient les principaux émetteurs sur le marché en 2021. [Sur le premier trimestre 2021, les intentions font état d'un montant total de 1 611 Mds FCFA](#) (2,5 Mds EUR).

BURKINA FASO

Bilan positif pour la Direction générale des impôts en 2020

[La Direction générale des Impôts \(DGI\) du Burkina Faso](#) aurait mobilisé 860 Mds FCFA (1,3 Md EUR) en 2020, sur une prévision de 844 Mds FCFA (1,3 Md EUR), soit un taux de réalisation de 102%. Au niveau des collectivités territoriales, 30 Mds FCFA (46,2 M EUR) auraient été recouverts, ce qui représente un taux de recouvrement de 89%. Le renforcement du nombre des enquêtes fiscales aurait permis de sanctionner 62 entreprises pour des déductions frauduleuses de TVA, pour un montant total de 1,3 Md FCFA (2 M EUR). Dans la loi de finances 2021, qui présente la digitalisation comme un des « leviers essentiels des actions de maîtrise de la fiscalité foncière et immobilière », l'objectif de la DGI est de recouvrer 100 Mds FCFA (1,5 MEUR) de plus qu'en 2020. Le module de paiement de la taxe sur les véhicules à moteur par Moov Money, déjà fonctionnel, et l'opérationnalisation du cadastre fiscal, en cours de finalisation, devraient contribuer à remplir cet objectif.

Clôture de la transaction de vente de la mine d'or de Guiro à CINI Solutions

L'entreprise canadienne [Brunswick Exploration](#) a annoncé avoir conclu, le 20 janvier 2021, un accord de vente à CINI Solutions, une société privée située au Qatar, de toutes ses parts détenues dans ses filiales burkinabées (Komet Ressources Afrique et Guiro Exploration). La clôture de cette transaction permet à Brunswick de cesser toutes ses activités en Afrique. Pour rappel, l'industrie aurifère est une composante majeure de l'économie du Burkina Faso, qui a vu sa production industrielle passer de 35 tonnes d'or en 2015

à plus de 50 tonnes en 2019 – plaçant le pays au 4^{ème} rang des producteurs d'or du continent. Les groupes canadiens Endeavour-Semafo (très récemment fusionnés), lamgold et Teranga Gold sont les plus gros producteurs du pays.

Progression spectaculaire des abonnés Canal + Burkina en 2020

Au 31 décembre 2020, [le nombre d'abonnés de CANAL+ Burkina était de 375 000](#), soit une augmentation de 50 000 abonnés par rapport à 2019 et un taux de pénétration de 62%. Pour rappel, le plan stratégique 2020-2025 du groupe CANAL+, baptisé « Cap 10 Africa », vise 10 millions d'abonnés actifs (contre 6 millions aujourd'hui) sur le continent et la présence du groupe dans les 25 pays africains francophones.

CAP VERT

Baisse de 63% du nombre de touristes de croisière en 2020

Selon l'autorité portuaire capverdienne Enapor, [les huit ports capverdiens ont accueilli 18 872 touristes à bord de navires de croisière](#) en 2020, soit une baisse de 63% par rapport à 2019 (48 500 touristes). Le trafic annuel s'est élevé à 40 navires de croisière en 2020, contre 149 en 2019. Pour rappel, le Cap-Vert a été durement touché par la crise sanitaire et son impact économique, le pays dépendant en grande partie du tourisme. Son PIB a reculé de 11% en 2020 selon la Banque mondiale, qui s'attend toutefois à un rebond de +5,5% en 2021.

CÔTE D'IVOIRE

157 Mds FCFA de l'AFD dans des programmes d'éducation et d'accès à l'énergie

Le 30 janvier 2021, l'AFD finance [deux programmes en faveur de l'éducation et de l'énergie](#) à hauteur de 157 Mds FCFA (240 M EUR). Le premier programme, nommé « Développement de l'éducation, de la formation et de l'insertion des jeunes- Phase 3 » (DEFI3), s'élève à 86 Mds FCFA (131 M EUR). Il permettra la construction de 58 collèges, améliorera la formation agricole et rurale, et renforcera la qualité de l'enseignement supérieur. Le second programme, intitulé « Promotion de l'accès à l'électricité, aux Réseaux intelligents et à l'énergie solaire » (PARIS), a pour ambition d'augmenter la production d'énergie renouvelable et le taux d'accès à l'électricité en zone rurale. Son montant atteint 64 Mds FCFA (98 M EUR).

14,8 Mds FCFA de prêt de la BIDC pour la construction de 11 ponts métalliques

Le [Conseil des ministres](#) a adopté un décret permettant la ratification de l'Accord de prêt d'un montant total de 22,6 M EUR, (14,8 Mds FCFA) avec la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), en vue du financement partiel de la construction de 11 ponts métalliques sur le territoire ivoirien. Prévus dans les localités d'Agboville, Daloa, Danané, Issia, Kaniasso, Kong, Korhogo, Minignan, San-Pedro et Vavoua, ces ponts visent à favoriser l'accès des populations rurales aux infrastructures socio-économiques de base et à faciliter l'évacuation des produits agricoles vers les centres de commercialisation ou d'exportation.

Lancement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou

La campagne de commercialisation 2021 de la noix de cajou s'est ouverte le 5 février. [Le conseil des ministres a fixé le prix d'achat au producteur à 305 FCFA \(0,5 EUR\) le kilogramme pour la noix brute séchée et triée](#). Ce prix était de 400 F CFA lors de la campagne précédente qui s'est caractérisée par (i) une pression à la baisse des prix mondiaux liée à la crise de la COVID-19, suscitant un soutien de l'Etat et (ii) une subvention de 168 FCFA/kg (0,3 EUR) pour aider à combler le déficit de compétitivité des transformateurs locaux. Au terme de la campagne 2020, une production de 848 700 tonnes a été commercialisée contre 634 631 tonnes en 2019, soit une hausse de 33%.

Mise en œuvre d'un système de transport intelligent pour améliorer la sécurité routière

L'Etat ivoirien et la société ivoirienne Quipux Afrique, spécialiste de la mobilité intelligente, ont signé [une convention afin de mettre en œuvre un système de gestion électronique des infractions au Code de la route](#). D'abord déployé à Abidjan, ce système a pour ambition d'améliorer la sécurité routière, de favoriser la mobilité des personnes et de fournir des données statistiques sur les accidents de la route. Avec ce projet, l'Etat ivoirien souhaite sensibiliser à la sécurité routière, sanctionner ceux qui ne respectent pas les réglementations et à terme entraîner un changement progressif dans les comportements des usagers de la route.

GAMBIE

Lancement d'un projet rizicole de 30 M USD financé par la BIsD et la BADEA

La ministre de l'Agriculture a lancé [un projet de développement de la chaîne de valeur du riz](#), d'un montant de 30 M USD, cofinancé par [la Banque islamique de développement](#) (BIsD) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Le projet vise à améliorer la production et la productivité de la filière, augmenter les revenus des petits exploitants agricoles et diminuer les importations de riz, qui représentent aujourd'hui 81% du riz consommé. Le projet sera mis en œuvre dans les régions de Central River et Upper River.

GUINEE-BISSAU

Le FMI approuve un financement de 20,5 M USD pour la relance post COVID-19

[Le FMI a approuvé le décaissement de 20,5 M USD](#) au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) pour aider la Guinée-Bissau à faire face aux besoins urgents de la balance des paiements et aux dépenses publiques résultant de la pandémie à COVID-19. L'aide du FMI aidera à soutenir des dépenses critiques dans les domaines de la santé, de la protection sociale ainsi que les investissements pour soutenir la reprise et catalyser les ressources supplémentaires des donateurs. La Guinée-Bissau a été considérablement affectée par la pandémie qui a perturbé l'activité économique et conduit à une détérioration de la situation extérieure et budgétaire. La croissance économique en 2021 du pays est projetée à +3%, contre -2,4% en 2020.

LIBERIA

Les négociations avec ArcelorMittal pour l'accroissement de la production de fer en bonne voie

Lors de son [discours annuel au Parlement](#), le Président Georges Weah a annoncé que des progrès significatifs ont été réalisés dans les négociations avec ArcelorMittal Liberia, filiale du groupe ArcelorMittal et spécialisée dans les activités minières (notamment le fer), ferroviaires et maritimes. Les négociations porteront en particulier sur la modification de l'Accord de développement minier (signé en 2006 et pour une période de 25 ans) afin qu'il offre plus d'avantages au Libéria et garantisse également un investissement supplémentaire de 800 M USD pour exécuter la 2^{ème} phase de l'expansion de la filiale en construisant une usine de concentration à valeur ajoutée. Les travaux pour la 2^{ème} phase pourraient débuter en 2021 et, à terme, permettront d'améliorer la qualité et tripler la quantité de minerai de fer exporté (à 15 M tonnes par an), tout en générant de nouveaux emplois et des revenus supplémentaires pour l'Etat. Le minerai de fer constitue le 1^{er} produit d'exportation du Libéria, avec des recettes se chiffrant à 234,6 M USD en 2019 et représentant 43,5% de la valeur globale des exportations.

MALI

Situation des dépenses liées à la riposte à la COVID-19

Le ministère de l'Economie et des Finances a présenté [une note d'analyse de la situation d'exécution des dépenses de riposte à la COVID-19](#) au 31 décembre 2020. Selon ce rapport, sur une prévision de dépenses sur ressources intérieures de 214 Mds FCFA (326 M EUR), le taux de mise à disposition des crédits est estimé à 97% et le taux d'engagement à 95% (323 M EUR). Les dépenses sanitaires représentent 15% des crédits liquidés, exécutées à 76% (46 M EUR). Les dépenses d'appui aux ménages représentent 59% des crédits liquidés, exécutées à 98% (183 M EUR). Il s'agit majoritairement de transferts monétaires aux familles vulnérables (83%), de distribution gratuite de denrées alimentaires aux populations vulnérables (11%) et de subvention sur les tranches sociales des factures d'eau et d'électricité pour 2 mois (6%). Les dépenses de soutien à l'économie et aux entreprises représentent officiellement 26% des crédits liquidés, exécutées à 100% (79 M EUR).

Hausse de la production industrielle aurifère en 2020

Alors que les réserves de certaines mines s'épuisent et que la pandémie de COVID-19 présentait un risque pour la continuité des opérations, les autorités maliennes s'attendaient à une baisse de 8,3% de la production industrielle d'or en 2020. [Selon les statistiques présentées par le ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau](#), elles sont finalement restées stables, enregistrant même une hausse de 0,1 tonne, pour s'établir à 65,2 tonnes. Pour 2021, les anticipations sont relativement favorables, de nouvelles mines devant être mises en valeur ou redynamisées dans les prochains mois, notamment celle de Morila.

Adhésion du Mali à l'Africa Finance corporation

Réuni en [Conseil des ministres le 3 février 2021](#), le gouvernement malien a approuvé l'adhésion du Mali à la société financière multilatérale Africa Finance Corporation (AFC). L'AFC, basée au Nigéria, a été créée en

2007 par les Etats africains pour dynamiser les investissements du secteur privé dans les infrastructures sur le continent. Elle comptera désormais 28 Etats membres.

Signature de convention entre Proparco et Banque Atlantique Mali pour le financement de l'entrepreneuriat féminin

[Proparco, filiale de l'Agence de Française de Développement \(AFD\), et Banque Atlantique Mali, filiale du groupe marocain Banque Centrale Populaire \(BCP\), ont signé le 28 janvier une convention de garantie EURIZ de 500 M FCFA](#) (762,2 K EUR), destinée à favoriser l'octroi de crédits à destination des PME maliennes principalement détenues par des femmes. Cette signature de convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de financement de la banque intitulé « Entrepreneuriat Féminin, Banque Atlantique s'engage ! », lancé en mars 2020, doté d'une enveloppe de 1 Md FCFA (1,5 M EUR). Lancée en mai 2019 avec le soutien de l'Union européenne et du Fonds européen de développement, et du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), [la garantie EURIZ](#) vise à faciliter l'accès des TPME au crédit et les aider à jouer leur rôle essentiel dans la croissance économique et la création d'emplois.

MAURITANIE

Lancement d'un système informatique pour une meilleure gestion des dépenses publiques

[Le directeur de la coordination et des systèmes d'information à la Direction générale du Budget](#) a annoncé le lancement d'un nouveau système informatique pour le budget de l'Etat, dénommé système « Rachad 2 ». Ce nouveau système adopte un mécanisme d'ouverture des crédits et de gestion des régies d'avances, en tenant compte de la mise en œuvre des activités pluriannuelles. Il accrédite les directions centrales, permettant de suivre au quotidien les différents postes des budgets et les soldes de leurs comptes.

Le ministre du Pétrole évalue l'avancement des travaux du champ gazier GTA à 52%

Le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Mines, en visite sur le port de Nouakchott pour assister aux opérations d'Eiffage Génie Civile Marine, en compagnie du président régional de British Petroleum, a indiqué que [l'avancement des travaux au niveau du champ gazier GTA](#) était de 52%.

Le consortium ATTM/MTC bénéficiaire d'un avenant de 1,7 M USD pour une réhabilitation routière

[La société Assainissement, travaux, transport et maintenance \(ATTM\) et la Mauritanienne des travaux et construction \(MTC\)](#) ont reçu, le 20 janvier 2021, un avenant de 1,7 M USD au contrat de réhabilitation et d'élargissement d'un tronçon routier de 50 km de l'axe goudronné Nouakchott-Boutilimitt, avec un délai d'exécution de cinq mois. Ce contrat vient s'ajouter à un premier lot de 14 M USD attribué en août 2020 au consortium composé des Grands Travaux de Mauritanie et la société Batir TP, qui consiste à la réhabilitation du tronçon Nouakchott-Boutilimitt long de 154 km. Pour mémoire, les autorités cherchent un partenaire pour la réalisation d'une autoroute en PPP sur cet axe permettant de relier l'arrière-pays sahélier.

NIGER

Le cadre juridique de la pêche et de l'aquaculture modernisé

Réuni en [Conseil des ministres le 29 janvier 2021](#), le gouvernement a adopté un projet de loi modifiant le régime de la pêche et de l'aquaculture. L'ancienne mouture, en vigueur depuis 1998, présentait des carences sur la commercialisation des produits halieutiques, sur l'aquaculture, ainsi que sur les dispositions relatives au contrôle de la qualité de ces produits. La nouvelle loi répond à ces manquements et prend en compte les directives énoncées par l'UEMOA, qui instituent un régime commun de suivi, de contrôle et de surveillance des activités de pêche au sein de l'espace communautaire.

SENEGAL

Baisse de l'emploi sur les trois premiers trimestres de 2020

Selon [l'Agence nationale de la statistique et de la démographie \(ANSD\)](#), le nombre moyen d'employés salariés dans le secteur « moderne » (sont exclus : secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la défense, des services aux ménages privés, des organismes religieux, des organismes publics internationaux) hors administration publique est évalué à 313 748 au troisième trimestre 2020, contre 323 557 au même trimestre de l'année précédente, soit une diminution de 3%. Les rémunérations globales ont diminué de 2,4% en glissement annuel au 3^{ème} trimestre. Les heures hebdomadaires moyennes globales se sont également réduites au 3^{ème} trimestre (-0,6%).

SIERRA LEONE

50 M USD de subvention de la Banque mondiale pour renforcer le secteur de l'électricité

Le 28 janvier 2021, [la Banque mondiale a approuvé une subvention de 50 M USD](#) pour améliorer l'accès à l'électricité en Sierra Leone et renforcer les capacités institutionnelles et la gestion commerciale du secteur. Le projet, porté par [l'Association internationale de développement \(IDA\)](#), sera cofinancé par une subvention de 2,7 M USD du Fonds japonais de développement des politiques et des ressources humaines. Selon la Banque mondiale, l'amélioration de l'accès à l'électricité pour les entreprises et le remplacement des centrales de production de carburant coûteuses par de l'électricité à bas prix devraient participer à la reprise économique post COVID-19. 276 000 personnes bénéficieront du projet. Pour rappel, 23% des Sierra-Léonais ont actuellement accès à l'électricité, ce qui est inférieur à la moyenne subsaharienne de 30%.

Le Japon finance la construction de 6 mini-réseaux solaires photovoltaïques en milieu rural

Le 27 janvier 2021, [le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets](#) a signé [un accord avec le Japon pour l'obtention d'une subvention de 3,6 M USD](#) destinée à financer le projet "Renforcer l'impact des énergies renouvelables en milieu rural en Sierra Leone". Celui-ci vise à accroître l'accès à l'électricité dans les communautés rurales mal desservies dans le district de Bo, dans le Sud du pays, notamment grâce à la construction de 6 mini-réseaux solaires photovoltaïques. Le projet devrait durer deux ans et demi.

TOGO

Report de la campagne de transhumance 2021

Initialement prévue pour démarrer le 31 Janvier, [la campagne de transhumance 2021 est reportée à une date ultérieure](#) sur toute l'étendue du territoire national, en raison de conditions climatiques défavorables. L'annonce a été faite le 28 janvier 2021 par le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural, dans un communiqué adressé aux différents acteurs impliqués. Pour rappel, la période de transhumance a lieu chaque année de fin janvier à fin mai dans plusieurs pays de la sous-région. L'an dernier, environ 30 000 têtes de bovins ont parcouru le Togo.

Un plan stratégique pour la filière ananas

[Les principaux acteurs de la filière ananas ont validé le 27 janvier 2021 un nouveau plan stratégique pour la filière couvrant les cinq années à venir.](#) Les principaux défis que compte relever ce nouveau plan vont de l'accès au marché international, à la promotion de la consommation locale, en passant par l'anticipation dans la gestion des stocks non-écoulés. En outre, la fermeture l'année dernière des frontières étatiques a eu de fâcheuses conséquences au niveau des exportations. L'élaboration de cette stratégie quinquennale a bénéficié du soutien de l'agence allemande de coopération (Giz) et du Ministère de l'Agriculture, à travers son projet d'appui à l'amélioration de la filière ananas au Togo (PROCAT). La filière ananas au Togo emploie plus de 3 200 personnes et génère plus de 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) de revenus par an. Sur ce montant, l'État engrangerait plus de 200 M FCFA (304,9 M EUR). Entre 2017 et 2019, la production a connu une hausse de 11,6%, passant de 27 000 tonnes à 30 149 tonnes.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor_RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.